



COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

Négociation nationale 2015

Les membres de la FIQ et de la FAE revendiquent leur juste part

Québec, mardi, le 28 octobre – La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) et la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec – FIQ, ont déposé aujourd'hui leurs demandes économiques en vue de parvenir à une entente avec le gouvernement du Québec. « Ce que nous avons présenté aujourd'hui au gouvernement, c'est le fruit d'un travail rigoureux et de nombreuses consultations auprès de nos membres. C'est aussi le fruit d'une alliance unique entre la FAE et la FIQ pour représenter et défendre les intérêts économiques de près de 100 000 enseignantes, enseignants et professionnelles en soins dans le cadre de la négociation nationale 2015. Une autre voix se fera entendre lors de cette négociation, une voix forte avec laquelle le gouvernement devra s'entendre sur les conditions salariales », a déclaré d'emblée le président de la FAE, Sylvain Mallette.

« La négociation qui s'entame sera cruciale pour l'avenir des services publics. Nous avons présentement devant nous un gouvernement qui, au nom d'une conception idéologique de l'austérité, s'attaque obstinément aux structures plutôt que de s'attarder à rehausser la qualité des services. Ce que la FAE et la FIQ défendront à la table commune où nous négocierons avec le gouvernement, ce sera une vision forte des services publics qui passe notamment par l'amélioration des conditions de travail des enseignantes, des enseignants et des professionnelles en soins. La santé et l'éducation sont les bases mêmes d'une société moderne et épanouie », a poursuivi la présidente de la FIQ, Régine Laurent.

Quatre thèmes pour améliorer les conditions de travail des enseignantes, des enseignants et professionnelles en soins

Les demandes économiques de l'alliance FAE-FIQ sont regroupées sous quatre grands thèmes et visent à assurer de meilleures conditions de travail, une plus grande attraction et rétention, ainsi qu'une qualité de vie améliorée. Ces thèmes sont : la retraite, les droits parentaux, les disparités régionales et la rémunération.

Concrètement, la FAE et la FIQ revendiquent pour les enseignantes, les enseignants et les professionnelles en soins :

1- De bonifier les sommes versées aux personnes retraitées par le biais de l'indexation et d'améliorer certaines dispositions du régime de retraite progressive.

Cela se traduit par les demandes suivantes :

- Une plus grande souplesse dans l'octroi et l'aménagement du régime de retraite progressive, notamment quant à la durée et à l'accessibilité;
- Un engagement du gouvernement à contribuer, à parts égales, à l'indexation des rentes versées aux personnes retraitées.

2- D'adapter à la réalité professionnelle et familiale les congés liés aux droits parentaux.

Cela se traduit par les demandes suivantes :

- Que la totalité des semaines de vacances puisse être reportée au moment choisi par la personne salariée;
- Que le congé prévu à la naissance de l'enfant, le congé de paternité et le congé d'adoption puissent être scindés ou reportés en fonction de la prise d'autres congés;
- Que les motifs d'absence permis dans la banque de quatre jours pour suivis de grossesse soient élargis.

3- D'améliorer et d'adapter les clauses pour disparités régionales à la réalité géographique.

Cela se traduit par les demandes suivantes :

- Une modification au niveau des secteurs pour certaines localités du Grand Nord;
- Une amélioration de certains bénéfices liés aux disparités régionales, notamment la prime Cargo et le congé pour décès.

4- D'augmenter l'échelle de traitement afin d'améliorer le pouvoir d'achat des enseignantes, des enseignants et des professionnelles en soins.

Cela se traduit par les demandes suivantes :

- Un rattrapage salarial qui permettrait de récupérer le pouvoir d'achat perdu depuis 2004 (4,5 %);
- Un mécanisme protégeant le pouvoir d'achat (indexation des salaires équivalente au taux d'inflation), tout en s'assurant d'une augmentation minimale de 2 % par année ainsi qu'une prime d'attraction/rétention de l'ordre de 1 % par année;
- Une amélioration du mécanisme permettant l'enrichissement en fonction de la croissance économique.

« Nos demandes économiques sont plus que raisonnables. Les employées et les employés de l'État en ont assez de faire les frais des mauvaises décisions des gouvernements. Les enseignantes, les enseignants et les professionnelles en soins en ont assez d'être les victimes des stratégies partisans de partis politiques. Ils tiennent les services publics à bout de bras sans aucune forme de reconnaissance. Il est temps que ça change! », a ajouté Sylvain Mallette.

« Nous avons fait nos devoirs et agi de manière responsable. Nous espérons que le gouvernement fera de même et qu'il négociera de bonne foi. S'il ne le fait pas et que la population québécoise s'aperçoit que les dés sont pipés d'avance, il sera jugé sévèrement. Nous voulons soigner, nous voulons éduquer et pour le faire, être payés à notre juste valeur et dans le respect », a conclu Régine Laurent.

À propos de la FAE et de la FIQ

La FAE regroupe huit syndicats qui représentent quelque 32 600 enseignantes et enseignants (le tiers du personnel enseignant au Québec) du préscolaire, du primaire, du secondaire, du milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes et le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que les membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE).

La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec – FIQ représente près de 65 000 membres, soit la grande majorité des professionnelles en soins infirmiers et cardiorespiratoires œuvrant dans les établissements publics québécois.

- 30 -

Source : Alliance FAE-FIQ

Renseignements : Marie-Josée Nantel
Conseillère aux relations médias FAE
B. : 514 666-7763, poste 296
C. : 514 603-2290
mj.nantel@lafae.qc.ca

Manuel Dionne
Communications FIQ
514 210-6579
mdionne@fiqsante.qc.ca